

nécessité d'un désarmement général et complet sous un contrôle international effectif, l'abandon de la course aux armes nucléaires et l'adoption de mesures parallèles, surtout en matière de désarmement nucléaire, jusqu'à la réalisation d'un désarmement général et complet; les essais d'armes nucléaires et le déversement d'armes chimiques dans la région paisible du Pacifique du Sud-Ouest; et le rôle complémentaire d'organismes régionaux et de groupements trans-régionaux comme le Commonwealth.

L'Afrique australe

6. Les participants à la réunion ont passé en revue les événements majeurs survenus en Afrique australe, notamment en Afrique du Sud et en Namibie (Sud-Ouest africain), dans les colonies portugaises et en Rhodésie, et ils sont convenus que les tensions qui se manifestent dans cette région tendront plutôt à s'accroître qu'à décroître à moins que des changements importants ne soient apportés à l'état de choses actuel. Les discussions antérieures sur le principe Nibmar ont été évoquées de nouveau à cette occasion. Les participants à la rencontre ont réaffirmé à l'unanimité l'importance du principe suivant lequel toute proposition de règlement devra être acceptable à l'ensemble des habitants de la Rhodésie.

7. Les participants à la réunion étaient saisis du rapport du Comité des sanctions du Commonwealth, contenant une revue de la mise en application des sanctions économiques pendant les deux dernières années. Les chefs de gouvernements ont autorisé le Comité à continuer de suivre la situation de près.

8. Les chefs de gouvernements ont discuté à fond la question de la vente d'armes à l'Afrique du Sud.

9. Les chefs de gouvernements ont étudié les facteurs influant sur la sécurité des voies maritimes commerciales dans l'Atlantique-Sud et l'océan Indien, routes qui sont d'importance vitale pour un grand nombre de pays du Commonwealth. Ils ont décidé d'instituer une commission d'étude, composée de représentants de l'Australie, de la Grande-Bretagne, du Canada, de l'Inde, de la Jamaïque, du Kenya, de la Malaisie et du Nigéria, et l'ont chargée de réexaminer la question et de leur faire rapport le plus tôt possible par l'entremise du secrétaire général.

10. Certains chefs de gouvernements ont précisé à quelles conditions ils acceptaient d'appuyer le projet de création de la commission d'étude.

La sécurité de l'océan Indien

11. Au cours du débat sur un mémoire présenté par le premier ministre de Ceylan sur la sécurité de l'océan Indien, les chefs de gouvernements sont tombés d'accord sur l'opportunité de veiller à ce que la paix et la stabilité continuent de régner dans cette région.

Les affaires économiques

12. Les chefs de gouvernements ont eu des entretiens approfondis et francs sur la situation économique mondiale et ont passé en revue les faits et les tendances actuels. Au nombre des questions qui ont fait l'objet de